

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2071

13 août 2015

SOMMAIRE

BHW Bausparkasse, Aktiengesellschaft	99406	New Plaster Lux S.à r. l.	99372
BlueBay Funds	99363	Nolan S.à r.l.	99382
Bluetale	99362	Ori Martin S.A.	99367
Firebird GM2 S.à r.l.	99365	Pfizer PFE Norway Holding S.à r.l.	99370
First Geneva SICAV-FIS S.A.	99364	PGFF Luxembourg S.à r.l.	99404
Foresight Luxembourg Solar 3 S.à r.l.	99365	Private Equity Group S.A.	99362
Global Funds Management S.A.	99365	Prouilhe S.A.	99362
GOLDENBURY (Luxembourg) S.A.	99366	Qwazar Capital S.A., SICAV-FIS	99362
H&F Luxembourg 1 S.à r.l.	99366	RP Medicentre S.à r.l.	99408
HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	99364	Salton S.à r.l.	99366
Immoreal DE 1	99364	Sepik S.A.	99366
Immoreal DE 2	99365	Shredinvest S.à r.l.	99367
Ipes (Luxembourg) S.A.	99364	Signet Luxembourg S.à r.l.	99369
ISD Services S.à r.l., SPF	99363	Silifloor Lux SA	99368
Kensington UK Office (Edinburgh) S.à r.l. ..	99374	Société du Parking de la Piscine Olympique S.A.	99407
Kravid S.à r.l.	99363	St Jude S.à r.l.	99368
L & A Participations S. à r.l.	99363	Stone Investissements S.A.	99368
Legend Campus-M Schatzbogen S.à r.l.	99362	T.H.E. Finance Company S.A.	99368
LG Invest S.A.	99404	TH Ludus S.à r.l.	99383
Links Bidco S.à r.l.	99367	Triton Luxembourg GP	99368
L'Inouï S.à r.l.	99404	Villa Orania S.A.	99369
L.M. S.à r.l.	99363	WFS Holding Lux S.C.A.	99392
MFB International Holdings S.à r.l.	99407	WG Motorsport S.A.	99369
MH Germany Property IX S.à r.l.	99367	Wolcott Investments S.A.	99369

Bluetale, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 96.239.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089406/9.

(150102139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Private Equity Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 84.023.

—
Le Bilan arrêté au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015092477/10.

(150103131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Qwazar Capital S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 175.442.

—
Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2015092483/10.

(150103809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Prouilhe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 60.776.

—
Le régime de signature de Prouilhe S.A. a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date de ce jour et annule et remplace le dépôt L15/101843 du 12 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015092479/11.

(150103911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Legend Campus-M Schatzbogen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 97.339.

—
EXTRAIT

L'Associé unique de la Société, étant AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à r.l. a vu sa dénomination modifiée en Legend Western Europe (Luxembourg) S.à r.l..

Par conséquent, au 8 Juin 2015, l'Associé unique de la Société est:

Legend Western Europe (Luxembourg) S.à r.l..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015094492/14.

(150104611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Kravid S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 55.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015092263/9.

(150103879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

L & A Participations S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 13-15, Breedewues.
R.C.S. Luxembourg B 163.878.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015092266/10.

(150102998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

L.M. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 38, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 84.768.

Le bilan au 31 décembre 2013 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015092268/10.

(150103712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

ISD Services S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 184.388.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/06/15.

ISD Services S.à r.l., SPF

Un mandataire

Référence de publication: 2015094447/12.

(150104925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

BlueBay Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 88.020.

Monsieur Robert RAYMOND a démissionné de son poste d'administrateur de la société d'investissement à capital variable 'BlueBay Funds' avec effet au 28 avril 2015.

Avec effet au 28 avril 2015, il est remplacé en tant qu'administrateur par Monsieur Luigi PASSAMONTI, né le 24 août 1956 à Trieste, en Italie, actuellement résidant à Zelinkagasse, 14/6B 1010 Vienne, Autriche.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2015094141/13.

(150104976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Ipes (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 150.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015094426/9.
(150104327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Immoreal DE 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 170.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015094418/11.

(150104645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

First Geneva SICAV-FIS S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 170.906.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale statutaire du 18 juin 2015

PricewaterhouseCoopers est réélu en qualité de réviseur d'entreprises pour un nouveau terme d'un an, se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour FIRST GENEVA SICAV-FIS S.A.

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015095158/13.

(150105886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 28.531.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social le 12 juin 2015 («l'Assemblée») a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a ré-élu comme Administrateurs pour une période se terminant à l'Assemblée de 2016:

- Monsieur Chris Edge (demeurant au Luxembourg, 16 boulevard d'Avranches, 1160 Luxembourg)
- Monsieur Saverio Fiorino (demeurant au Luxembourg, 16 boulevard d'Avranches, 1160 Luxembourg)
- Monsieur Nigel Howard Feiding (demeurant au Luxembourg, 16 boulevard d'Avranches, 1160 Luxembourg),
- Monsieur Michael Peter May (demeurant au Luxembourg, 16 boulevard d'Avranches, 1160 Luxembourg),

2. L'Assemblée a élu PricewaterhouseCoopers, dont le siège social se situe 2 rue Gehrard Mercator, 2182 Luxembourg, à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période se terminant à l'Assemblée de 2016 en remplacement de KPMG Luxembourg S.à.r.l.

Pour HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

HSBC Bank plc, Luxembourg Branch

Signatures

Référence de publication: 2015094412/21.

(150104699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Global Funds Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 37.359.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015092129/9.
(150103696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Foresight Luxembourg Solar 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 154.833.

Extrait des résolutions de la réunion du Conseil de Gérance de la Société en date du 15 Juin 2015

Il est à noter que le siège de la Société se trouve désormais au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Juin 2015.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015095163/14.

(150105618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Immoreal DE 2, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 175.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2015094419/11.

(150104646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Firebird GM2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 169.109.

EXTRAIT

L'ensemble des 180 parts sociales émises par la Société et détenues alors par Firebird Global Master Fund II, Ltd., une société régie par les lois des Îles Caymans immatriculée auprès du Registrar of Companies des Îles Caymans sous le numéro 166996, ayant son siège social c/o Trident Trust Company (Cayman) Limited, One Capital Place, Shedden Road, P.O. Box 847 Gt, George Town, Grand Cayman, Îles Caymans, ont été transférées avec effet au 31 juillet 2014 à Firebird Global Master Fund II Holdings, Ltd., une société régie par les lois des Îles Caymans immatriculée auprès du Registrar of Companies des Îles Caymans sous le numéro 266006, ayant son siège social c/o Trident Trust Company (Cayman) Limited, One Capital Place, P.O. Box 847 Gt, George Town, Grand Cayman, Îles Caymans.

Firebird Global Master Fund II Holdings, Ltd, prénommée, est depuis le 31 juillet 2014 l'associé unique de la Société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Pour Firebird GM2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015095157/20.

(150105772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

GOLDENBURY (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 76.565.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015094366/10.

(150105110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Salton S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.040,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 82.670.

Il est porté à connaissance des tiers que l'adresse de l'actionnaire unique Spectrum Brands, Inc. est désormais la suivante:
3001 Deming Way

Middleton, WI 53562

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015095610/13.

(150106134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Sepik S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 163.877.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

SEPIK S.A.

Référence de publication: 2015095620/15.

(150105219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

H&F Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.

R.C.S. Luxembourg B 134.103.

EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique en date du 8 juin 2015 que:

- la démission de Monsieur Luca Velussi de son poste de gérant de classe A de la Société avec effet au 20 mai 2015 a été acceptée;

- Monsieur Stuart Banks, né le 16 mai 1974 à Liverpool au Royaume-Uni avec adresse professionnelle à Millbank Tower, 30th Floor, Millbank SWP1 4QP, London a été nommé en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec date d'effet au 8 juin 2015 pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015094374/16.

(150104386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

MH Germany Property IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 120.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015094579/9.

(150104581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Ori Martin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 67.419.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015094622/10.

(150104307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Links Bidco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.178,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 173.566.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 2 avril 2015:

- Le mandat de Deloitte Audit S.à r.l. de 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Deloitte Audit S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016 statuant sur les comptes annuels de 2015.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015096847/16.

(150107223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Shredinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 140.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.
R.C.S. Luxembourg B 197.609.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales signée en date du 8 juin 2015 que l'associé, la société 2CB INVEST S.A. a cédé deux cent cinquante (250) parts sociales qu'elle détient dans la Société avec effet au 16 juin 2015 à la société HEARTECK S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec un capital social de 12.500 Euros, ayant son siège social au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B193.907.

Suite à cette cession de parts sociales, le capital social de la Société est désormais réparti comme suit:

- 2CB INVEST S.A. détient 250 parts sociales; et
- HEARTECK S.à r.l. détient 250 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015095631/19.

(150105780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Silifloor Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4710 Pétange, 38, rue d'Athus.
R.C.S. Luxembourg B 145.133.

Les Comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015089899/9.
(150102235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Stone Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 80.714.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015089910/10.
(150102238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

T.H.E. Finance Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 112.361.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2015.
Référence de publication: 2015089913/10.
(150102032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Triton Luxembourg GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 158.788.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton Luxembourg GP
Un Mandataire*

Référence de publication: 2015089934/11.
(150102328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

St Jude S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 101.568.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

St Jude S.à r.l.
Bernhard Heidrich
Gérant

Référence de publication: 2015089907/14.
(150102281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

WG Motorsport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 118.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015092729/10.

(150103366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Villa Orania S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 50, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 106.364.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15.6.2015.

Signature.

Référence de publication: 2015092707/10.

(150103684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Signet Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 146.367.

Les comptes annuels au 31 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015089867/11.

(150102289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Wolcott Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 185.408.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 25 mai 2015.

Résolutions:

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 25 mai 2015 qu'ont été acceptées:

- la reprise du mandat de Commissaire confié à la société ComCo S.A. par la société H.R.T. Révision S.A., établie et ayant son siège social au 163, Rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 51.338;
- la démission de H.R.T. Révision S.A. de son mandat de Commissaire avec effet au 29 janvier 2015.

L'assemblée décide de élire comme Commissaire pour la période expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015 la société VP Services S.à r.l., avec le siège social et au 89A, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.982.

Par ailleurs, il résulte que le siège social est transféré au 291 Route d'Arlon L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à compter du 25 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Wolcott Investments S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015092723/23.

(150103363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Pfizer PFE Norway Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 196.050.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of June,

Before Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The undersigned,

Pfizer Holding France SCA, a société en commandite par actions incorporated under the laws of the France, having its registered office at 23/25 avenue du Docteur Lannelongue, 75014 Paris, France, and registered with the Paris Registry of Commerce and Companies under number 612 009 936, duly represented by Me Sonia BELLAMINE, Avocat à la Cour, with professional address at 2 rue Peternelchen, Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on June 2, 2015;

Pharmacia LLC, a Delaware limited liability company, organized pursuant to the provisions of the Delaware Limited Liability Act having its registered office at 100 Route 206 North Peapack, New Jersey 07977, United States of America, duly represented by Me Sonia BELLAMINE, Avocat à la Cour, with professional address at 2 rue Peternelchen, Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on June 2, 2015;

Pfizer Health AB, a company incorporated under the laws of Sweden, having its registered office at 191 90 Sollentuna, Sweden, and registered with the Swedish Companies Registration Office under number 556131-9608, duly represented by Me Sonia BELLAMINE, Avocat à la Cour, with professional address at 2 rue Peternelchen, Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on June 2, 2015.

Which proxies shall be signed “ne varietur” by the person representing the above named parties and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Pfizer Holding France SCA, Pharmacia LLC and Pfizer Health AB are the partners in Pfizer PFE Norway Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51 Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number B 196.050 (the “Company”) incorporated by deed of the aforementioned notary on April 2, 2015, not yet published in the Memorial C and last amended by deed of the undersigned notary on May 12, 2015, not yet published in the Memorial C.

The appearing parties, represented as stated hereabove and representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The partners resolve to decrease the share capital of the Company by an amount of FOUR MILLION ONE HUNDRED AND SIX THOUSAND FIFTEEN US Dollars (USD 4,106,015.-) so as to reduce it from its current amount of FOURTEEN MILLION NINE HUNDRED AND FIFTY THOUSAND NINE HUNDRED AND TWO U.S. DOLLARS (USD 14,950,902.-) to TEN MILLION EIGHT HUNDRED AND FORTY-FOUR THOUSAND EIGHT HUNDRED AND EIGHTY-SEVEN US Dollars (USD 10,844,887) by way of redemption and the subsequent cancellation of FOUR MILLION ONE HUNDRED AND SIX THOUSAND FIFTEEN (4,106,015) shares of the Company held by Pfizer Health AB, with a nominal value of ONE US Dollar (USD 1) each (the “Redeemed Shares”).

Second resolution

The Partners resolve to reduce the existing share premium by an amount of THIRTY-SIX MILLION EIGHT HUNDRED AND TWENTY-NINE THOUSAND THREE HUNDRED AND NINETEEN US Dollars AND TWENTY-ONE Cents (USD 36,829,319.21).

Third resolution

The partners resolve to amend the first paragraph of article 7 of the bylaws of the Company in order to reflect such decrease of capital, which shall be now read as follows:

Art. 7. First paragraph. “The corporate capital of the company is set TEN MILLION EIGHT HUNDRED AND FORTY-FOUR THOUSAND EIGHT HUNDRED AND EIGHTY-SEVEN US Dollars (USD 10,844,887) divided into TEN MILLION EIGHT HUNDRED AND FORTY-FOUR THOUSAND EIGHT HUNDRED AND EIGHTY-SEVEN (10,844,887) shares having a par value of ONE U.S. Dollar (USD 1.-) each”

Valuation - Costs

The costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at EUR 1,400.

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The appearing person, acting in her hereabove capacities, and in the common interest of all the parties, does hereby grant power to any employees of the law firm of the undersigned notary, acting individually, in order to enact and sign any deed rectifying the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le deuxième jour de juin.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederaanven, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

ONT COMPARU:

Pfizer Holding France SCA, une société en commandite par actions, existant sus les lois de la France, avec siège social au 23/25 avenue du Docteur Lannelongue, 75014 Paris, France, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 612 009 936, représentée par Me Sonia BELLAMINE, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle au 2, Rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 2 juin 2015;

Pharmacia LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, existant en vertu des dispositions du Delaware Limited Liability Act, ayant son siège social au 100 Route 206 North Peapack, New Jersey 07977, États-Unis d'Amérique, représentée par Me Sonia BELLAMINE, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle au 2, Rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 2 juin 2015;

Pfizer Health AB, une société constituée en vertu des lois de Suède, ayant son siège social au 191 90 Sollentuna, Suède, et immatriculée auprès du Swedish Companies Registration Office sous le numéro 556131-9608, représentée par Me Sonia BELLAMINE, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle au 2, Rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 2 juin 2015.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la personne représentant les parties comparantes susnommées et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Pfizer Holding France SCA, Pharmacia LLC et Pfizer Health AB sont les associés de Pfizer PFE Norway Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège au 51 Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.050 (la «Société»), constituée par acte devant le notaire susmentionné, en date du 2 avril 2015, non encore publié au Mémorial C et modifiée en dernier lieu par acte devant le notaire susmentionné en date du 12 mai 2015, non encore publié au Mémorial C.

Lesquelles parties comparantes représentées comme dit ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de réduire le capital souscrit de la Société d'un montant de QUATRE MILLIONS CENT SIX MILLE QUINZE Dollars Américains (USD 4.106.015,-) pour le réduire de son montant actuel de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE NEUF CENT DEUX US DOLLARS (USD 14.950.902,-) à DIX MILLIONS HUIT CENT QUARANTE-QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEPT Dollars Américains (USD 10.844.887,-) par le rachat et l'annulation subséquente de QUATRE MILLIONS CENT SIX MILLE QUINZE (4.106.015) parts sociales de la Société détenues par Pfizer Health AB, d'une valeur nominale de UN Dollar Américain (USD 1,-) chacune (les «Parts Sociales Rachetées»).

Deuxième résolution

Les associés décident de réduire la prime d'émission existante d'un montant de TRENTE-SIX MILLIONS HUIT CENT VINGT-NEUF MILLE TROIS CENT DIX-NEUF Dollars Américains et VINGT-ET-UN Cents (USD 36.829.319,21).

Troisième résolution

Les associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts de la Société afin de refléter cette réduction de capital, lequel article sera désormais lu comme suit:

Art. 7. Premier paragraphe. «Le capital social de la société est fixé à DIX MILLIONS HUIT CENT QUARANTE-QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEPT Dollars Américains (USD 10.844.887,-) divisé en DIX MILLIONS HUIT CENT QUARANTE-QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEPT (10.844.887) parts sociales ayant une valeur nominale de un Dollar Américain (USD 1,-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à EUR 1.400.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

La personne comparante, es qualité qu'elle agit, et dans un intérêt commun, donne pouvoir individuellement à tous employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête e la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sonia Bellamine, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 8 juin 2015. 1LAC / 2015 / 17637. Reçu 75.-€

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015095488/128.

(150105713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

New Plaster Lux S.à r. l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5369 Schuttrange, 10, rue des Bleuets.

R.C.S. Luxembourg B 197.641.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze,
le huit juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

Monsieur Lauro CATTANEO, entrepreneur de constructions, né à Romano Di Lombardia (BG) [Italie], le 08 octobre 1972, demeurant au 10, rue des Bleuets, L-5369 Schuttrange.

Lequel comparant, ici personnellement présent, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaire de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la construction et la rénovation de bâtiments civils et industriels, la démolition de tous types de bâtiments, la construction de bâtiments résidentiels et non-résidentiels ainsi que la prestation de tous travaux généraux de construction.

La société pourra effectuer toutes opérations d'achat et de vente de matériels de construction en gros, ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «NEW PLASTER LUX S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.-EUR) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique, Monsieur Lauro CATTANEO, prénommé, et ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les 30 (trente) jours à partir de la date de refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts sociales est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature conjointe de deux gérants, sauf dispositions contraires fixées par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui même pour se terminer le 31 décembre 2015.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à environ huit cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi au 10, rue des Bleuets, L-5369 Schuttrange.
- 2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Lauro CATTANEO, entrepreneur de constructions, né à Romano Di Lombardia (BG) [Italie], le 08 octobre 1972, demeurant au 10, rue des Bleuets, L-5369 Schuttrange.

Vis-à-vis des tiers la société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

- 3.- Le gérant unique pré qualifié pourra nommer un ou plusieurs agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention des parties constituantes sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux ci avant.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant, la personne comparante pré mentionnée a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. CATTANEO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 juin 2015. Relation: EAC/2015/13172. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015092405/105.

(150103353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Kensington UK Office (Edinburgh) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.657.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of the month of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kensington UK Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit professionnellement résidant en Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company "Kensington UK Office (Edinburgh) S.à r.l." (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Kensington UK Office (Edinburgh) S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) represented by seven hundred fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is

equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the

resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price
Kensington UK Holdco S.à r.l.	750	GBP 15,000
Total	750	GBP 15,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:

- BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünften Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Kensington UK Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000) beträgt, und gerade dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington UK Office (Edinburgh) S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington UK Office (Edinburgh) S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißeln.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per

ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft

eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis
Kensington UK Holdco S.à r.l.	750	GBP 15.000
Summe	750	GBP 15.000

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17890. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015092240/451.

(150103642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Nolan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 188.642.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 9 juin 2015

En date du 9 juin 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer Monsieur Christian REYNTJENS de son mandat de gérant A de la Société avec effet immédiat;
- de révoquer Monsieur Olivier HAMOU de son mandat de gérant B de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Andrew REID, né le 16 mai 1972, à Glasgow, Royaume-Uni, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Andrew REID, gérant A
- Monsieur Christophe AURAND, gérant A
- Monsieur John J. FOSINA, gérant A
- Madame Antonella GRAZIANO, gérant B
- Madame Sonia BALDAN, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Nolan S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015089069/25.

(150101306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

TH Ludus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 197.675.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth of June,

Before Maître Danielle KOLBACH, Notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Three Hills I.S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under and governed by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 188.993, and having its registered office at 4 rue Albert Borschette, L.1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Sara LECOMTE, private employee, professionally residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”):

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of TH Ludus S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-) divided into ten thousand (10,000) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager (s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two Managers;

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law within six months of the year end.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

2.1 In these Articles:

2.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

2.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

2.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

2.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

Three Hills I S.à r.l.	10,000 Shares
Total:	10,000 Shares

All these Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the sum of ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-) corresponding to a share capital of ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand three hundred euros (EUR 1,300.-).

Sole shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the Shareholders' Meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Mr Yannick Monardo, born on 8 January 1984 in Saint-Avold (France) and residing at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;

- Mr Leks de Boer, born "Etsko Loek de Boer" on 11 May 1979 in Jerusalem (Israel) and residing at 84 Longfield Street, London, SW18 5RE, United Kingdom; and,

- Mrs Estelle Wanssy, born on 7 July 1979 in Fresnes (France), residing at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, acting as said before known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le neuvième jour de juin,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Three Hills I S.à r.l. une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.993 et ayant son siège social au 4 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ici représentée par Sara LECOMTE, employée privée, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de la constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. "Forme - Dénomination. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de TH Ludus S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance;
ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément aux présents Statuts - y compris l'article 13.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant unique ou le Conseil de Gérance de la Société le cas échéant.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) le déterminera, y compris, sans limitation, par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, sans limitation, tout personne appartenant à la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6, une "garantie" comprend, sans limitation, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant), y compris des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en hypothèque, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet Article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à dix mille Livre Sterling (10.000,- GBP) représenté par dix mille (10.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Livre Sterling (1,- GBP) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désignent les détenteurs des Parts Sociales au moment donné et "Associé" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour écarter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société n'a qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession lors d'une assemblée générale;

7.2.2 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, en cas de décès, à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant au moins les trois-quarts des Parts Sociales détenues par les survivants aient approuvé cette cession ou dans les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

8.2 Si la Société n'a qu'un seul Gérant à un moment donné, celui-ci sera désigné dans les présents Statuts en tant que "Gérant Unique").

8.3 Si la Société a de temps en temps plus d'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul Gérant, et en tout autre temps le Conseil de Gérance pourra entreprendre toute action nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont, selon la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts, réservées aux Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société vis-à-vis des tiers:

10.1.1 si la Société a un Gérant Unique, la seule signature du Gérant Unique;

10.1.2 si la Société a plus d'un Gérant, la signature conjointe de deux gérants;

10.1.3 la signature unique de toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué en vertu de l'Article 11;

11. Délégation de pouvoirs. Le Gérant Unique ou, si la Société a plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs pour des tâches précises à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminera/ont les pouvoirs et responsabilités de ce(s) agent(s) ad hoc et leur rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions de sa délégation.

12. Réunions du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nomme un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalables si tous les Gérants ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (mais seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil pour assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à cette Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence ou de tout autre équipement de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de se parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Gérants seront réputées, pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement traitées à une Réunion du Conseil en dépit d'un nombre de Gérants (ou leurs représentants) physiquement présents en un même endroit inférieur à celui requis pour constituer un quorum.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (incluant un changement de Siège Social), sous réserve de toute disposition contraire, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Associés ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8

13.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et donne son vote par écrit.

13.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf lorsque cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y a pas de condition de quorum pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions

écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par pièces jointes à un email) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 13.8.1 et des présentes dispositions 13.8.2, que les Associés aient voté ou non.

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

14.2 Si la Société a plus de vingt-cinq Associés, au moins une assemblée générale des Associés doit se tenir une fois par an, conformément à l'article 196 de la Loi de 1915 dans les six mois suivant la fin de l'exercice social.

15. Distribution sur parts sociales.

15.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance le cas échéant, peut décider de payer des acomptes sur dividendes au (x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur base d'une situation comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent devoir être remboursés par le(s) Associé(s).

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Dans le cas où la Société n'a qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et loi Luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 une référence à:

- (a) un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles entrées en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

Three Hills I S.à r.l. 10.000 Parts Sociales

Total: 10.000 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de dix mille Livre Sterling (10.000,- GBP) correspondant à un capital de dix mille Livre Sterling (10.000,- GBP) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale, a pris, au travers de son mandataire, les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

- M. Yannick Monardo, né le 8 janvier 1984 à Saint-Avold (France) et demeurant au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;

- M. Leks de Boer, né "Etsko Loek de Boer" le 11 mai 1979 à Jerusalem (Israel) et demeurant au 84 Longfield Street, Londres, SW18 5RE, Royaume-Uni;

- Mme Estelle Wanssy, née le 7 juillet 1979 à Fresnes (France) et demeurant au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire ci-avant par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 11 juin 2015. Relation: DAC/2015/9642. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015092658/522.

(150103869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

WFS Holding Lux S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 197.678.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of June.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand- Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED

1) WFS Holding II GP S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 69, boulevard de la Pétrusse, L- 2320 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (hereafter "WFS Holding II GP S.à r.l.")

duly represented by Mr. Luís MARQUES GUILHERME, lawyer, with professional address at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

2) WFS Holding I S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number 197064 (hereafter "WFS Holding I S.à r.l.")

duly represented by Mr. Luís MARQUES GUILHERME, lawyer, with professional address at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said powers of attorney, having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

Such appearing parties, represented as here above stated, have requested the notary to state the following articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the relevant laws and the present articles:

Title 1. Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There exists, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "WFS Holding Lux S.C.A." (hereafter referred to as the "Company"), which will be governed by Luxembourg laws, in particular by the law of August 10, 1915 on Commercial Companies as amended (the "Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any other similar event affecting any of the managers.

In case of death, incapacity or inability of the manager to act as manager of the Company, the Company shall not terminate.

Art. 3. The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Municipality of Luxembourg by a resolution of the manager(s). It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Branches or other offices may be established only in Luxembourg by a resolution of the manager(s).

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company. The decision with respect to the provisional transfer of the registered office abroad shall be taken by a resolution of the manager(s), together with the prior written consent of the pledgee in accordance with any securities pledge agreement which could exist over the shares or any other securities issued by the Company.

Art. 4. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may carry out its business through branches in Luxembourg only.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to or in favour of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments as are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title 2. Share capital - Shares

Art. 5. The subscribed capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by three million one hundred thousand shares (3,100,000), being one (1) unlimited share (action commandité) and three million ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine (3,099,999) limited shares (actions commanditaires) (jointly the "Shares"), with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each, which have been entirely paid up.

The Shares shall have the same rights except for any provision to the contrary in the law or these articles of incorporation.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps pursuant to resolutions passed at a general meeting of the shareholders, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Incorporation.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own Shares.

Art. 6. The Shares of the Company shall be in registered form and may not be converted into bearer shares. All securities or instruments issued by the Company shall be in registered form only and may not be converted into securities or instrument in bearer form.

The Company will recognize only one holder per Share; in case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company or as the lawful attorney representing those shareholders before the Company acting towards the Company as if they were one. The same rule shall apply in the case of conflict between a usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor (constituant du gage) and a pledgee (créancier gagiste).

Art. 7. In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favour of whom such Shares have been pledged subject to and in accordance with the relevant pledge agreement. Such person may, in accordance with the relevant pledge agreement entered into over the Shares of the Company, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the supervisory board to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, and to propose and adopt resolutions in written form (to the extent permitted by law). Any such pledge agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights shall be given effect to by the Company. Once the pledgee has elected to exercise the above rights, to the extent provided for in any pledge agreement entered into over the Shares of the Company, any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with the above provisions.

Art. 8. The unlimited shareholder (actionnaire commandité) is jointly liable for all the liabilities of the Company. The limited shareholder (actionnaire commanditaire) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than those authorized in compliance with the provisions of Article 108 of the Law and shall only be liable to the extent of his contribution to the Company.

Title 3. General meetings of shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. General meetings of shareholders of the Company shall be convened by the manager or by the Supervisory Board. It may also be convened by request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital.

Art. 11. The annual general meeting of shareholders shall be held exclusively in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the Municipality of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on June 30 at 10:00 AM and for the first time in the year two thousand sixteen.

If such day is a legal holiday in the Grand-Duchy of Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by the Law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or the Articles of Incorporation, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented. Each Share is entitled to one vote.

All meetings of shareholders shall be held in Luxembourg.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing.

Any shareholder may participate in any meeting of the shareholders by conference call or by other similar means of communication initiated from Luxembourg enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call initiated from Luxembourg only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the shareholders present at such a meeting.

If all the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if all of them together with the beneficiaries of the pledge over the Shares of the Company (to the extent required under any pledge agreement which may be existing over the Shares in issue in the Company) state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

To the extent required under any pledge agreement which may be existing over the Shares in issue in the Company, copies of the notice, including the agenda of the meeting be adopted shall be sent to the pledgee.

If and for so long as there exists a pledge over the Shares of the Company, the pledgee shall on or about the date of the relevant board meeting be informed of the date and place of any such board meeting.

The Articles of Incorporation of the Company may be amended by a general meeting of shareholders. The general meeting shall not validly deliberate unless (i) at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the articles, (ii) the information right of the beneficiaries of a pledge over all or part of the Shares

under any pledge agreement entered from time to time between any shareholder and such beneficiaries, relating to any amendment which constitutes a proposed change of the corporate form, jurisdiction of incorporation or merger of the Company, has been complied with and, (iii) where applicable, the text of those which concerns the object or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened. The convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed. The votes expressed do not include the votes attached to the Shares for which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained from voting or returned a blank or void voting paper. The nationality of the Company may only be changed and the commitments of the shareholders may only be increased with the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. The following items are exclusively reserved to the general meeting:

- a) Any change to the corporate form, or corporate nationality, of any “Luxco” (hereafter being referred to as any of WFS Holding II GP S.à r.l., WFS Holding Lux S.C.A. and WFS Holding I S.à r.l.) or any displacement of its registered office to a place outside the Municipality of Luxembourg;
- b) A change or a waiver of any provisions of the articles of incorporation of any Luxco (i) with respect to the provisions relating to the voting rights attributed to the beneficiaries of the pledge over the Shares of the companies (being WFS Holding II GP S.à r.l. and WFS Holding Lux S.C.A.) or (ii) a change to or waiver of any provisions of the articles of incorporation of the Luxcos which adversely affects or could reasonably be expected to adversely affect the ability of beneficiaries of the pledge over the Shares of the companies to enforce their rights under the finance documents;
- c) any approval by the shareholders of the “Subsidiaries” (hereafter being referred to meaning WFS ACQUISITION and/or WFS GLOBAL HOLDING (hereafter “Target”)) of any amendment to the majority rules applicable to the appointment or revocation of, respectively, the Subsidiaries management bodies or corporate officers (mandataires sociaux) which would have the direct or indirect effect of (i) the Company losing the right to appoint or revoke without any justification (ad nutum) and without any notice or delay (other than in accordance with usual practice) the management of the Subsidiaries, or (ii) its Subsidiary losing the right to appoint or revoke without any justification (ad nutum) and without any notice or delay (other than in accordance with usual practice) the management of the Target;
- d) Any change to the corporate form of the Subsidiaries;
- e) Any change to the registered office of the Subsidiaries to the extent this would change the competent court for any bankruptcy proceedings (except within Région Ile-de-France);
- f) Any merger or liquidation of any Luxco or the Subsidiaries; and
- g) Any action or decision by any Luxco, the Subsidiaries or any member of the Group whose direct or indirect purpose or effect is to establish that the centre of main interests (as that term is used in Article 3(1) of Regulation No. 1346/2000 of the Council of the European Union on Insolvency Proceedings) of any Luxco is not in Luxembourg;

In each case unless the prior consent of the administrative agent acting upon instructions of the requisite lenders has been given.

Title 4. Management

Art. 13. The Company shall be managed by one or more manager(s). A limited shareholder of the Company may not be a manager. The majority of the managers shall be professionally resident in Luxembourg.

In the event that a manager is a corporate entity, such manager will have to appoint a natural person residing in Luxembourg as its permanent representative. Such permanent representative will not be personally liable in any manner for the Company's liabilities. The permanent representative will remain liable towards the Company according to the common rules in the law applicable to the fiduciary duties of the members of the board of managers of WFS Holding II GP S.à r.l. The resolutions of such manager must be signed in Luxembourg.

All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board fall within the competence of the manager(s), who shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object. In case of plurality of managers, each manager shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether or not shareholders, by the manager(s).

The manager(s) is/are authorized to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more officers, or other agents, whether or not shareholders, acting individually or jointly.

The Company shall be bound towards third parties by the signature of the sole manager or in case of plurality of managers by the joint signature of any two managers or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated by the Company and within the limits of such power.

No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that any manager or any officer of the Company is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

Art. 14. To the extent permissible under the Law, the manager(s) and other officers of the Company, as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with article 13 of these Articles of Incorporation, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

Title 5. Supervision of the Company

Art. 15. The supervision of the Company, including the supervision of its books and accounts, shall be entrusted at the option of the general meeting of the shareholders of the Company (i) to a supervisory board of at least three members (the “Supervisory Board”), who need not be shareholders but cannot be simultaneously one of the managers or (ii) to a qualified independent auditor residing in Luxembourg. The majority of the members of the Supervisory Board shall be professionally resident in Luxembourg.

The members of the Supervisory Board, or otherwise the qualified independent auditor, shall be appointed by the general meeting of the shareholders of the Company which shall determine their number, their remuneration and the term of their office. They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The Supervisory Board must appoint a chairperson among its members and it may choose a secretary.

The Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by the Law.

The Supervisory Board shall be consulted by the manager(s) on such matters as the manager(s) may determine and it shall authorize any actions of the manager(s) that may, pursuant to the Law or these Articles, exceed the powers of the manager(s).

The Supervisory Board shall meet upon convocation by the managers or by any of its members.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Supervisory Board.

No such written notice is required if all members of the Supervisory Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, using any means of written communication including e-mail and/or any other electronic means of communication that is reliable, of each member of the Supervisory Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing, in writing, using any means of written communication including e-mail and/or any other electronic mean of communication that is reliable, another member as his proxy.

The Supervisory Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Supervisory Board are validly taken by a majority of the vote cast. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairperson of the meeting shall have a casting vote. The resolutions of the Supervisory Board shall be recorded in minutes signed by the chairperson.

Any member may participate in any meeting of the supervisory Board by telephone or video conference call or by any other similar means of communication initiated from Luxembourg allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

A majority of the meetings of the Supervisory Board are held in Luxembourg with a majority of members present in person or by conference call initiated from Luxembourg.

Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original, or by any other electronic means of communication that is reliable.

The members of the Supervisory Board assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

To the extent permissible under Luxembourg law, the members of the Supervisory board shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been members of the Supervisory Board, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful misconduct, in each case without prejudice to any other rights to which they may be entitled.

Title 6. Accounting year - Annual accounts

Art. 16. The accounting year of the Company shall begin on 1st of January of each year and shall terminate 31st of December of the same year.

Art. 17. The annual accounts are drawn up by the manager(s) as at the end of each accounting year and will be at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the manager(s), will determine how the annual net profits will be disposed of.

All Shares will rank equally to dividend distributions.

In the event of partly paid Shares, dividends will be payable in proportion to the paid-up amount of such Shares.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by law.

Title 7. Winding up - Liquidation

Art. 18. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Title 8. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not expressly governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and in particular with the Law.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31st of December of the year 2015.

The first annual meeting shall be held in the year 2016.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed Capital (EUR)	Number of Shares
WFS Holding I S.à r.l.	30,999.99	3,099,999 limited shares
WFS Holding II GP S.à r.l.	0.01	1 unlimited share
TOTAL	31,000	3,100,000

The 3,099,999 limited shares are issued with an aggregate share premium amounting to ten thousand Euros (EUR 10,000).

The 3,100,000 Shares in the Company have been fully paid-up by the subscribers, proof of which payment was given to the undersigned notary, so that the amount of forty-one thousand Euros (EUR 41,000) is as of now available to the Company.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred fifty Euros (EUR 1,250.-).

Extraordinary general meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately held an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the extraordinary general meeting of shareholders has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of managers is set at one (1).

2. WFS Holding II GP S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, in the form of with registered office at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, is appointed manager of the Company, acting as its general partner.

3. The term of office of the appointed manager will end at the end of the annual general meeting of shareholders approving the accounts as at December 31, 2015.

4. ERNST & YOUNG, with registered address at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach (Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47771, is appointed as statutory auditor of the Company, with a term of office which will end at the end of the annual general meeting of shareholders approving the accounts as at December 31, 2015.

5. The registered office of the Company is set at 69, boulevard de la Pétrusse, L- 2320 Luxembourg.

6. An extraordinary general meeting of the Company will be held as soon as practically possible in order to appoint either the members of the supervisory board or an independent auditor.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarized deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huit juin.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU

1) WFS Holding II GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon le droit luxembourgeois, ayant sons siège social au 69, boulevard de la Pétrusse à L-2320 Luxembourg, n'ayant pas encore été immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

dûment représentée par Monsieur Luis MARQUES GUILHERME, juriste, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, en vertu d'une procuration sous seing privé.

2) WFS Holding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse à L-2320 Luxembourg, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197064,

dûment représentée par Monsieur Luis MARQUES GUILHERME, juriste, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ces procurations, signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

Lesquelles comparantes, représentées comme ci-avant indiqué, ont requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société en commandite par actions régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Titre 1^{er}. Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er}. Il est constitué une société en commandite par actions portant la dénomination de «WFS Holding Lux S.C.A.», (appelée ci-après la «Société»), qui sera régie par les lois luxembourgeoises, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires de la Société délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société ne sera pas dissoute en cas de décès, de suspension des droits civils, d'incapacité, d'insolvabilité, de banqueroute ou de tout autre évènement de même nature affectant l'un quelconque des gérants.

En cas de décès, d'incapacité ou d'incapacité du gérant d'agir comme gérant de la Société, la Société ne disparaîtra pas.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg. Il pourra être transféré à tout autre endroit de la Commune de Luxembourg par décision du/des gérant(s). Il pourra être transféré à tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Il peut être créé, par simple décision du gérant, des succursales ou bureaux uniquement au Grand-Duché de Luxembourg.

Si des événements extraordinaires de nature politique, économique ou sociale susceptible de compromettre les activités habituelles au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège

social peut être temporairement transféré à l'étranger. Cette mesure temporaire n'aura, toutefois, aucun effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, demeurera une société de droit luxembourgeois. La décision concernant le transfert temporaire du siège social à l'étranger doit être prise par une résolution de(s) gérant(s), avec consentement écrit préalable du gagiste, conformément à l'accord de gage de titres qui pourrait exister sur les actions ou d'autres titres émis par la Société.

Art. 4. L'objet de la Société est la détention de participations, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, la détention de fonds de placement luxembourgeois ou étrangers, l'acquisition par achat, souscription ou de quelle autre manière, ainsi que la cession par vente et échange ou autrement de titres, fonds de placement, obligations et autres titres quelconques, et l'acquisition, l'administration, le développement et gestion de son portefeuille. La Société peut exercer son activité uniquement par le biais de succursales ou bureaux au Luxembourg.

La Société pourra contracter des prêts et procéder à l'émission de titres, de certificats d'actions privilégiés, de titres de créances et d'obligations, convertibles ou non convertibles, dans les limites de la loi. La Société pourra accorder assistance, prêt, avance ou garantie aux ou en faveur des sociétés, sociétés fiduciaires ou autres entreprises dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, ou aux sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

Comme objet de la Société et comme finalité en soi ou autrement, et que ce soit pour faire un bénéfice ou éviter une perte ou pour quelque autre but que ce soit, peu importe que la Société obtienne ou non rémunération ou bénéfice, elle peut s'engager dans des transactions monétaires et de taux d'intérêt et dans d'autres transactions financières ou d'autres transactions de quelle que nature qu'elles soient, y compris toute transaction, ayant pour objet ou, susceptible d'avoir pour objet, d'éviter, de réduire, de minimiser, de couvrir ou de gérer autrement le risque d'une perte, charge, dépense ou responsabilité résultant, ou qui pourrait résulter, directement ou indirectement, d'un change ou de changes d'un quelconque taux d'intérêt ou taux de change ou d'un prix ou d'une valeur d'une quelconque propriété, actif, produit, indice ou responsabilité ou de tout autre risque ou facteur affectant les affaires de la Société, y compris mais non limité à des opérations, peu importe qu'ils se réfèrent à des acquisitions, ventes ou autres, en devises, contrats d'opérations au comptant et de cours des changes à terme, contrats de ventes à terme, caps, floors et collars, marchés à termes, options, swaps, et tous autres arrangements de taux d'intérêt de devise et de couverture et tous autres instruments similaires, ou dérivés de tout ce qui précède.

La Société peut exercer tous ses objets, ou l'un ou plusieurs d'eux comme une activité distincte ou à part ou comme son activité principale, exercer toute autre activité manufacturière ou autre que la Société pourrait s'avérer capable d'exercer de façon convenable en relation avec les activités qui précèdent ou avec l'une quelconque d'elles ou calculée directement ou indirectement pour améliorer la valeur ou rendre plus profitable une quelconque propriété ou droit de la Société.

La Société peut agir comme gérant, consultant, contrôleur et agent en faveur d'autres sociétés ou entreprises et fournir à ces sociétés et entreprises des services de gestion, de consultation, des services techniques, d'acquisition, de vente et autres et conclure les contrats nécessaires ou souhaitables en relation avec ce qui précède.

D'une manière générale, la Société pourra exercer tout contrôle, superviser et mener à bien toutes opérations qu'elle estimera nécessaires et utiles à la poursuite et au bon développement de son objet social.

Titre 2. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois millions cent mille (3.100.000) actions, représenté par une (1) action commandité et trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf actions commanditaires d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) par action (ensemble les «Actions»), qui ont été intégralement libérées.

Les Actions auront les mêmes droits à l'exception de toute disposition contraire dans la loi ou ces statuts.

Le capital souscrit de la Société peut également être augmenté ou réduit en une ou plusieurs étapes conformément aux résolutions adoptées lors d'une assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société est autorisée, dans les limites et conditions prévues par la loi, à racheter ses propres actions.

Art. 6. Les Actions de la Société seront sous forme d'actions nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur. Tous les titres et instruments émis par la Société seront uniquement sous forme nominative et ne peuvent être convertis en titres ou instruments au porteur.

La Société reconnaîtra une seule personne détentrice par Action; si une Action est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme seule propriétaire vis-à-vis de la Société ou comme mandataire en représentation des actionnaires en question vis-à-vis la Société lui permettant d'agir devant la Société comme s'ils étaient qu'un. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre le constituant d'un gage et le créancier gagiste.

Art. 7. Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions peuvent être exercés par toute personne en faveur de laquelle ces Actions ont été nanties, sous réserve et en conformité avec l'accord de gage pertinent conclu sur les Actions de la Société. Cette personne pourra aussi exercer tous les droits de l'associé en question, par rapport à la convocation d'une assemblée des associés ou de l'adoption de résolutions lors d'une telle assemblée. Un tel contrat de gage entre un associé et un gagiste régissant les droits ci-dessus doit être donné effet par la Société. Une fois que le gagiste a choisi d'exercer les droits ci-dessus, dans la mesure prévue

dans l'accord de gage conclue sur les Actions de la Société, toute décision sera valablement adoptée que, si elle est adoptée en conformité avec les dispositions ci-dessus.

Art. 8. L'actionnaire commandité est solidairement responsable de toutes les obligations de la Société qui ne peuvent être payées avec les actifs de la Société. L'actionnaire commanditaire doit s'abstenir d'agir au nom de la Société de quelque manière que ce soit autre que dans les capacités lui référées dans le respect des dispositions de l'article 108 de la loi et ne sera responsable que dans la mesure de sa contribution envers la Société.

Titre 3. Assemblée générale des actionnaires

Art. 9. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes se rapportant aux activités de la Société.

Art. 10. Les assemblées générales des actionnaires de la Société seront convoquées par le gérant ou par le Conseil de Surveillance. Il peut aussi être convoqué sur demande des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société sera exclusivement tenue au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la Commune de Luxembourg comme il a pu être indiqué dans la convocation à l'assemblée le 30 juin à 10 heures et pour la première fois en deux mille seize.

Si ce jour est un jour férié au Grand-Duché de Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant. D'autres assemblées générales peuvent être tenues aux endroits et heures telles que mentionnés dans chaque convocation aux assemblées.

Le quorum et les délais prévus par la Loi s'appliquent aux convocations et à la tenue des assemblées, à moins que cela ne soit prévu autrement.

Sauf disposition contraire contenue dans la loi ou les Statuts, les résolutions de l'assemblée générale dûment convoquée seront prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés. Chaque Action donne droit à une voix.

Toutes les assemblées doivent se tenir au Luxembourg.

Un actionnaire peut prendre part aux assemblées d'actionnaires en désignant par écrit une autre personne comme son mandataire.

Tout actionnaire peut participer à toute assemblée générale par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire lancés du Luxembourg permettant à toutes les personnes prenant part à l'assemblée de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une assemblée peut également être tenue sous la forme d'une simple conférence téléphonique lancée du Luxembourg. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle assemblée. Le procès-verbal d'une telle assemblée devra toutefois être approuvé et signé par tous les actionnaires présents à une telle assemblée.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors de l'assemblée générale des actionnaires ensemble avec les bénéficiaires des gages sur les Actions de la Société (dans la mesure requise en vertu d'une convention de gage qui peut exister sur les Actions en circulation de la Société), et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation ni publication préalable.

Dans la mesure requise en vertu d'une convention de gage qui peut exister sur les Actions de la Société, des copies des avis de convocation, comprenant l'ordre du jour de la réunion à adopter doivent être transmises au gagiste.

Si et tant qu'il existe un gage sur les Actions de la Société, le gagiste doit être informé au ou vers la date de la tenue de la réunion du conseil de gérance, de la date et du lieu d'une telle réunion du conseil de gérance.

Les Statuts de la Société peuvent être modifiés par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale ne délibère valablement que (i) si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, (ii) le droit d'information des bénéficiaires d'un gage sur tout ou partie des Actions en vertu de tout accord de gage conclue de temps en temps entre un actionnaire et tels bénéficiaires, relatives à toute modification qui constitue une proposition de changement de la forme sociale, de la compétence de constitution ou de fusion de la Société, a été respecté et (iii) le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée. Cette convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et les résultats de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. Le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

Art. 12. Les éléments suivants sont exclusivement réservés à l'assemblée générale:

a) Toute modification de la forme de la société, ou de la nationalité, de toute «Luxco» (ci-après étant désignées comme étant une des sociétés suivantes (i) «WFS Holding II GP S.à r.l.», (ii) «WFS Holding Lux S.C.A.» et (iii) «WFS Holding I S.à r.l.») ou tout transfert de son siège social à un endroit en dehors de la commune de Luxembourg;

b) Un changement ou une renonciation aux dispositions des statuts de toute Luxco (i) à l'égard des dispositions relatives aux droits de vote attribués aux bénéficiaires de l'accord de gage sur les parts des sociétés (étant «WFS Holding II GP S.à r.l.» et «WFS Holding Lux S.C.A.») ou (ii) une modification ou une renonciation de toutes les dispositions des statuts des Luxcos qui affecte négativement ou pouvant raisonnablement être prévu de nuire à la capacité des bénéficiaires sur les Actions nanties des sociétés - de faire valoir leurs droits dans les documents financiers;

c) Toute approbation par les associés des «filiales» (ci-après signifiant «WFS ACQUISITION» et/ou WFS GLOBAL HOLDING (ci-après la «Cible»)) de tout amendement aux règles de majorité applicables à la nomination ou la révocation respectivement, des organes de gestion des filiales ou des mandataires sociaux qui auraient pour effet direct ou indirect que (i) la Société perdra le droit de nommer ou de révoquer, sans aucune justification (ad nutum) et sans préavis ni retard (autre que conformément à la pratique habituelle) les gérants des filiales, ou (ii) que sa filiale perdra le droit de nommer ou de révoquer, sans aucune justification (ad nutum) et sans avis ou délai (autre que conformément à la pratique habituelle) les gérants de la cible;

d) Toute modification de la forme juridique des filiales;

e) Toute modification du siège social des filiales dans la mesure où cela changerait le tribunal compétent pour toute procédure de faillite (sauf dans la Région Ile-de-France);

f) La fusion ou la liquidation de toute Luxco ou des filiales;

g) Toute action ou décision prise par une Luxco, les filiales ou tout autre membre du groupe dont le but direct ou indirect ou l'effet recherché est d'établir que le centre des intérêts principaux (tel que ce terme est utilisé à l'article (1) du Règlement n° 1346/2000 du Conseil de l'Union Européenne sur les procédures d'insolvabilité) de toute Luxco n'est pas au Luxembourg;

Pour chaque cas, à moins que le consentement préalable de l'agent administratif agissant sur instructions des prêteurs a été donné.

Titre 4. Gérance

Art. 13. La Société est administrée par un ou plusieurs gérant(s). Un actionnaire commanditaire ne peut pas être gérant de la Société (le «Gérant»). Le siège professionnel de la majorité des gérants doit être à Luxembourg.

Dans le cas où un gérant est une personne morale, tel gérant devra désigner une personne physique résidante au Luxembourg comme son représentant permanent. Tel représentant permanent ne sera pas personnellement responsable dans n'importe quelle façon pour les responsabilités de la Société même. Le représentant permanent restera responsable vis-à-vis de la Société selon les règles communes de la loi applicable aux devoirs fiduciaires des membres du conseil de gérance de WFS Holding II GP S.à r.l. Les résolutions de ce gérant doivent être signées au Luxembourg.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au conseil de Surveillance tombent dans la compétence du Gérant, qui aura tous les pouvoirs pour réaliser ou approuver tous les actes et transactions qui correspondent à l'objet de la Société. En cas de pluralité de gérants, chaque gérant aura tous les pouvoirs pour réaliser et approuver tous les actes et opérations correspondant à l'objet de la Société.

Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le gérant pour des actions ou transactions déterminées à un ou plusieurs agents, actionnaires ou non actionnaires.

Le gérant est autorisé à déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société se rapportant à cette gestion à un ou plusieurs directeurs ou autres agents, actionnaires ou non actionnaires, qui agiront seul ou collectivement.

La Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature conjointe ou unique de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été valablement délégué par la Société et dans les limites d'un tel pouvoir.

Aucune convention ni aucune transaction entre la Société et toute autre société ou personne sera affectée ou rendue invalide par le fait que chaque gérant ou tout autre directeur de la Société est intéressée dans la transaction, ou est un directeur, membre, cadre ou employé de cette autre société ou personne.

Art. 15. Dans la mesure permise par la Loi, le gérant et les autres directeurs de la Société, comme les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'Article 11 des présents Statuts, seront tenues quitte et indemnes sur les biens de la Société de tous les coûts, charges, pertes, préjudices et dépenses subis ou supportés par eux et en rapport avec toutes les actions, les demandes, les poursuites ou procédures judiciaires dont ils ont pu devenir partie en raison du fait qu'ils sont ou ont été gérants, directeurs ou délégués de la Société du fait de toute transaction exécutée par la Société, de toute convention conclue ou de toute action réalisée, à laquelle ils ont concouru, ou qu'ils ont manqué de réaliser et liée à l'exécution de leurs mandats, à l'exception des dettes et dépenses résultant de leur négligence grave ou faute intentionnelle, dans chaque cas, sans préjudice de tout autre droit auxquels ces personnes peuvent être en droit.

Titre 5. Surveillance de la société

Art. 16. Le contrôle des opérations de la Société incluant le contrôle des livres et comptes sera confiée au gré de l'assemblée générale des actionnaires (i) à un conseil de surveillance d'au moins trois commissaires (le «Conseil de Surveillance») qui n'ont pas à être actionnaires de la Société mais ne peuvent pas être simultanément un des gérants ou (ii) à

un réviseur d'entreprise agréé ayant son siège social au Luxembourg. La majorité des membres du Conseil de surveillance doit avoir son siège professionnel au Luxembourg.

Les membres du Conseil de Surveillance, ou le réviseur d'entreprise agréé, seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Ils seront élus pour une durée qui ne pourra pas excéder six années et ils seront rééligibles.

Le Conseil de Surveillance doit nommer un(e) président(e) parmi ses membres et peut choisir un(e) secrétaire.

Le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire tels que définis par la Loi.

Le Conseil de Surveillance sera consulté par le gérant sur les sujets déterminés par le gérant et autorisera toute action du gérant qui selon la Loi ou les Statuts excèdent les pouvoirs du gérant.

Le Conseil de Surveillance se réunira sur convocation faite par le gérant ou par n'importe lequel de ses membres.

Des convocations écrites à chaque réunion du Conseil de Surveillance seront données à tous ses membres au moins 24 (vingt-quatre) heures en avance avant la date déterminée pour une telle réunion, sauf en cas d'urgence, dans ce cas la nature de telles circonstances sera mentionnée dans la convocation à la réunion du Conseil de Surveillance.

Aucune convocation écrite n'est requise si tous les membres du Conseil de surveillance sont présents ou représentés pendant cette réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir une pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Chaque membre du Conseil de Surveillance peut par écrit, en utilisant tout moyen de communication écrite incluant l'e-mail et/ou tout autre moyen de communication électronique qui est fiable, renoncer à cette convocation écrite.

Aucune convocation écrite séparée ne sera exigée pour des réunions qui sont tenues aux moments et lieux prévus dans un planning adopté précédemment par résolution du Conseil de Surveillance.

Chaque membre du Conseil de surveillance peut agir à chaque réunion du Conseil de Surveillance en nommant par écrit, en utilisant tous moyens de communication écrite incluant l'e-mail et/ou tout autre moyen de communication électronique qui est fiable, tout autre membre comme mandataire.

Le Conseil de Surveillance peut valablement délibérer et agir seulement si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les résolutions sont valablement prises par une majorité de votes favorables. Dans le cas où lors d'une réunion, le nombre de votes pour et le nombre de votes contre une résolution sont égaux, le/a président(e) de la réunion aura une voix prépondérante. Les résolutions du Conseil de Surveillance seront retranscrites dans un procès-verbal signé par le/a président(e).

Chaque membre peut participer à chaque réunion du Conseil de Surveillance par téléphone ou vidéo conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication lancés au Luxembourg autorisant toutes les personnes prenant part à la réunion de s'identifier et d'entendre et de parler aux autres personnes. La participation à une réunion de ces façons est considérée comme étant équivalente à une participation en personne à une telle réunion.

La majorité des assemblées du Conseil de surveillance doivent se tenir au Luxembourg avec une majorité de ses membres présents sur place ou par une conférence téléphonique lancée du Luxembourg.

Des résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront valables et obligatoires de la même manière comme si elles étaient passées à une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être prouvées par un document original, ou par tout autre moyen de communication électronique qui est fiable.

Les membres du Conseil de Surveillance n'assument, sur la base de leur mandat, aucune responsabilité personnelle en rapport avec leur engagement valablement pris par eux au nom de la Société, à condition que cet engagement soit conforme avec les présents Statuts autant qu'avec les dispositions applicables de la Loi.

Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les membres du Conseil de Surveillance seront tenus quittes et indemnes sur les biens de la Société de tous les coûts, charges, pertes, préjudices et dépenses subis ou supportés par eux et en rapport avec toutes les actions, les demandes, les poursuites ou procédures judiciaires dont ils ont pu devenir partie en raison du fait qu'ils sont ou ont été membres du Conseil de Surveillance, en rapport avec l'exécution de leur mandat, à l'exception des dettes et dépenses résultant de leur négligence grave ou faute intentionnelle, dans chaque cas, sans préjudice de tout autre droit auxquels ils peuvent être en droit.

Titre 6. Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 18. A la fin de chaque exercice social, le gérant préparera les comptes annuels qui seront à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

Cinq pour cent (5%) des bénéfices annuels nets de la Société devront être affectés à la réserve prévue par la loi. Cette affectation cessera d'être requise lorsque et aussi longtemps, cette réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société, tel qu'établi à l'article 5 ci-dessus, ou du capital social tel qu'augmenté ou tel que réduit, à chaque fois tel que prévu à l'article 5 ci-dessus.

Sur recommandation du gérant, l'assemblée générale des actionnaires déterminera l'affectation des bénéfices annuels nets.

Toutes les actions donnent droit à une distribution égale de dividendes.

Dans l'hypothèse où des actions sont partiellement libérées, les dividendes seront payés au prorata du montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués en se conformant aux termes et conditions prévus par la loi.

Titre 7. Dissolution - Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant d'une telle dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Titre 8. Disposition finale - Droit applicable

Art. 20. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents Statuts sera déterminé en conformité avec la loi luxembourgeoise, et en particulier avec la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra dans l'année 2016.

Souscription et libération

Les souscripteurs ont souscrit et libéré en espèces les montants ci-après indiqués:

Actionnaires	Capital Souscrit (EUR)	Nombre d'actions
WFS Holding I S.à r.l.	30.999,99	3.099.999 actions commanditaires
WFS Holding II GP S.à r.l.	0,01	1 action commandité
TOTAL	31.000	3.100.000

Les 3.099.999 Actions de commanditaire sont émises avec une prime d'émission de dix mille Euros (EUR 10.000).

Les trois millions cent mille Actions de la Société ont été intégralement libérées par les souscripteurs, preuve d'un tel paiement a été donné au notaire soussigné, de sorte que la somme de quarante-et-un mille euros (EUR 41.000) est dès à présent à la disposition de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi et déclare expressément que ces conditions ont été remplies.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit seront payés par la Société comme résultant de sa constitution et sont estimés approximativement à la somme de mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

Les personnes prénommées représentant l'intégralité du capital social souscrit et se considérant comme dûment convoquées, ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir d'abord vérifié qu'elle a été régulièrement constituée, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à 1 (un).
2. WFS Holding II GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse à L-2320 Luxembourg, n'ayant pas encore été immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, est nommé gérant de la Société.
3. Le mandat du gérant s'achèvera à la fin de la l'assemblée générale annuelle des actionnaires décidant sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015.
4. ERNST & YOUNG, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach (Luxembourg), immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, est nommé en tant que réviseur d'entreprise agréé statutaire avec un mandat lequel s'achèvera à la fin de l'assemblée générale annuelle des actionnaires décidant sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015.
5. Le siège social de la Société est établi au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
6. Une assemblée générale extraordinaire de la Société aura lieu dès que possible afin de désigner soit les membres du conseil de surveillance soit le réviseur d'entreprise agréé.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais déclare par la présente que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version en langue française. A la requête des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. MARQUES GUILHERME, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 11 juin 2015. 2LAC/2015/12990. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015092728/654.

(150104065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

L'Inouï S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 67, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 100.465.

Les comptes annuels rectificatifs au 31.12.2013 (rectificatif du dépôt des comptes annuels 2013 déposé le 27.05.2014 no L140088456) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015092269/10.

(150102973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

LG Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 169.568.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27.04.2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015092297/11.

(150103319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

PGFF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 168.556.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of June.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Pamplona Global Financial Fund Ltd, an exempted company with limited liability incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, represented by Mr. Raphaël PONCELET, employee, with professional address at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy hereto annexed.

Such appearing party is the sole partner of "PGFF Luxembourg S.à r.l." (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 168556, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 25 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1443 dated 9 June 2012. The articles of association of the Company have been lastly amended pursuant to a notarial deed dated 24 August 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2473 dated 04 October 2012.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole partner resolves to dissolve and to put the Company into liquidation.

Second resolution

The sole partner resolves to fix the number of liquidators at one (1) and further resolves to appoint as sole liquidator of the Company:

“SIGNES S.A.”, a public limited company (“société anonyme”) organized and existing under the Luxembourg law with its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 46.251.

Third resolution

The sole partner resolves to determine the powers of the liquidator in respect to the liquidation of the Company as follows:

- The liquidator is vested with the broadest powers provided by the articles 144 and following of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, without having to ask for authorization of the General Meeting of Partners in the cases provided for by law.
- There shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory, and the liquidator may refer to the books of the Company.
- The liquidator may, under its own responsibility and for particular and specific acts, delegate to one (1) or several third persons, who will act as its proxies, a part of its powers it determines and for the period it fixes.
- Out of the net proceeds of the liquidation, the liquidator is authorized and empowered to make at any time, in one part or in several parts, such distributions in cash as it deems fit, in accordance however with the provisions of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le huit juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Pamplona Global Financial Fund Ltd, une société constituée sous les lois des Iles Cayman, ayant son siège social à Ugland House, Grand Cayman, KY1 -1104, Iles Cayman,

représentée par Monsieur Raphaël PONCELET, employé privé, avec adresse professionnelle au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration, ci-annexée.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «PGFF Luxembourg S.à r.l.» (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B168556, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1443 du 9 juin 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 24 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2473 du 4 octobre 2012.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé unique décide la dissolution et la mise en liquidation de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé unique décide de fixer le nombre de liquidateurs à un (1) et de nommer comme liquidateur unique de la Société:

«SIGNES S.A.», société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est sis au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 46.251.

Troisième résolution

L'Associé unique décide de déterminer les pouvoirs du liquidateur, dans le cadre de la liquidation de la Société, comme suit:

- Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas prévus par la loi.

- Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut s'en référer aux livres de la Société.

- Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations particulières et spécifiques, déléguer à une ou plusieurs tierces personnes, qui agiront comme son mandataire, telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la période qu'il fixera.

- Des bénéfices nets de la liquidation, le liquidateur est autorisé à effectuer, à tout moment, en une ou plusieurs fois, toute distribution en espèces qu'il juge appropriée, conformément toutefois aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. PONCELET, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 juin 2015. Relation: EAC/2015/13169. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015092465/96.

(150103764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

BHW Bausparkasse, Aktiengesellschaft, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2015 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 34.104.

Im Zuge des Wechsels der Niederlassungsleitung Luxemburg wird vorgeschlagen, Herrn Achim Vogt, als Nachfolger für Herrn Preiss, Prokura für die Niederlassung Luxemburg zu erteilen. Gleichzeitig ist die Prokura für Herrn Preiss zu widerrufen.

Die Überprüfung des Handelsregisters der Niederlassung Luxemburg hat ergeben, dass die Herren

Wilhelm Wielage und

Christian Heikamp

als Prokuristen der Niederlassung eingetragen sind.

Die Prokuren werden als nicht erforderlich angesehen, da die Herren keine Aufgaben mehr für die BHW Bausparkasse AG wahrnehmen.

Zur Sicherstellung eines reibungslosen Geschäftsablaufs (insbes. hinsichtlich der Zeichnungsberechtigung im Vertretungsfall) wird vorgeschlagen, den Herren

Dr. Jörg Koschate und

Henning Göbel

Prokura für die Niederlassung Luxemburg zu erteilen.

Beschlussvorschlag

Der Vorstand widerruft die Prokuren der Herren Bernd Preiss, Wilhelm Wielage und Christian Heikamp für die Niederlassung Luxemburg mit Wirkung zum 01.04.2015.

Der Vorstand beschließt, den Herren Achim Vogt, Dr. Jörg Koschate und Henning Göbel mit Wirkung zum 01.04.2015

Prokura für die Niederlassung Luxemburg der BHW Bausparkasse AG zu erteilen. Diese vertreten die Gesellschaft jeweils in Gemeinschaft mit einem Mitglied des Vorstands und werden von den Beschränkungen des § 181 BGB befreit.

Alors que conformément à la troisième résolution en langue anglaise (texte faisant foi en cas de divergence entre les deux versions), il y avait lieu d'acter:

- HBI Branded Apparel Limited, Inc.: trois cent soixante-deux mille quatre cent quatre-vingt-six (362.486) parts sociales ordinaires.

- Confecciones El Pedregal Inc.: deux millions deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (2.266.667) parts sociales ordinaires.

- UPEL, Inc.: dix millions cinq cent quarante neuf mille huit cent soixante deux (10.549.862) parts sociales ordinaires; et

- HBI International, LLC: quatre millions quarante deux mille trois cent cinquante huit (4.042.358) parts sociales ordinaires.

Réquisition est faite d'opérer cette rectification partout où il y a lieu.

Dont acte, passé à Bertrange, date qu'en tête des présentes. Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signés: A. MORINI, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11859. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Beringen, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088223/45.

(150100729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

RP Medicentre S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 124.837.

Extrait des résolutions des associés datées du 1^{er} juin 2015

En date du 1^{er} juin 2015, les associés de la Société ont pris connaissance des démissions des gérants A John Cassin, Shaun Collins, Fess Wofse ainsi que des démissions des gérants B Serge de Ceuninck et François Georges avec effet immédiat.

En cette même date, les associés de la Société ont décidé de nommer:

- PMI Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 187.566 dont le capital social s'élève à EUR 12.500, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- Thomas Basenach, né le 4 juillet 1980 à Wadern en Allemagne, demeurant professionnellement au 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 103.336 dont le capital social s'élève à EUR 12.500, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée; et

- Ciedic Chan, née le 8 mai 1978 à Londres en Grande-Bretagne, demeurant professionnellement à Derbyshire House, St Chad's Street, WC1H 8AG Londres, Grande-Bretagne, en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

En cette même date, les associés de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015088398/32.

(150101064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.